

Des caméras sous surveillance

2012-10-30 09:22:00

Taille de la police: 

C'est un site au nom évocateur : www.bigbrother.lu. Il est le résultat d'une surprenante enquête de hackers luxembourgeois, qui se sont mis en tête de recenser tout ce que le Luxembourg compte de caméras de vidéosurveillance (Photo: archives lq)

Des hackers luxembourgeois ont décidé de réaliser une cartographie de la vidéosurveillance.

Inquiets de la prolifération des caméras au Grand-Duché, les hackers du Chaos

Computer Club ont décidé de les recenser, rue par rue, pour lever le voile sur ce phénomène.

De notre journaliste

Romain Van Dyck

Des bidules électroniques qui clignotent, des ordinateurs mis en pièces, des maquettes, des posters délirants et un bar bien fourni... Bienvenue dans le paradis des geeks : le repère des hackers du Chaos Computer Club Luxembourg (C3L), à Strassen.

Hacker? «Non, on n'est pas des pirates», anticipe Jan Guth, l'un des membres. Il existe trois types de hackers. Le "black hat" est le hacker illégal, celui qui va chercher à te piquer tes sous et tes données privées. Le "white hat" travaille dans le secteur de l'informatique, il fait tout pour protéger, sécuriser. Et le "grey hat", entre les deux, est un activiste qui n'hésite pas à franchir certaines limites quand il le faut... comme nous.»

Ces «hacktivistes» ont donc convié la presse, hier, pour parler de leur dernier fait d'armes : «On a fait une cartographie de la vidéosurveillance. Durant deux semaines, quatre de nos membres sont allés dans tous les coins de la capitale. Dès qu'on voyait une caméra, on notait la localisation.» Résultat : «On a déjà recensé près de 150 caméras!»

Leur objectif : parvenir à identifier 2 000 caméras d'ici quelques mois. Pas seulement à Luxembourg, mais aussi à Differdange, Dudelange, Esch, Ettelbruck... «On note toutes les caméras publiques ou privées qui sont visibles depuis la rue.» Et aussi les caméras qui jouent les discrètes : «Sur la place d'Armes, on a trouvé une caméra dissimulée sous la forme d'une sonnette! Dans la Kinnekswiss, ils ont installé une caméra camouflée sur un poteau peint en brun, au milieu des arbres... Mais dès qu'il y a des feuilles sur les arbres autour, elles cachent l'objectif de la caméra», se marre Sam Gruneisen, un autre hacker.

Toutes ces informations sont recensées sur un site (www.bigbrother.lu). Chaque caméra est assortie d'une foule d'informations : le lieu avec les coordonnées GPS, la direction, l'angle, l'apparence, le type d'opérateur ou encore la cible de la caméra. Et, surtout, «c'est ouvert, n'importe qui peut venir ajouter la localisation d'une caméra. Mais on reçoit toujours une notification, donc s'il y a des abus on le voit», rassure Jan Guth.

Et pourquoi tous ces efforts? «On se bat pour un droit fondamental : le droit à la vie privée. Si on commence à le rogner, petit à petit, avec la géolocalisation des smartphones, les passeports avec des puces RFID (la radio-identification) qui sont facilement piratables, les caméras partout... là on va être en plein Orwell! (NDLR : George Orwell, l'auteur de 1984 et son fameux «Big Brother»)»

De nombreuses caméras facilement piratables

Il cite une certaine vulnérabilité de la vidéosurveillance : «Je pourrais accéder sans problème à une centaines de caméras au Luxembourg, et voir ce qui se passe chez des entreprises ou des particuliers. Parce que les réseaux ne sont pas suffisamment protégés, pas assez cryptés. Il y a de grosses failles.»

De plus, selon lui, certaines caméras, aussi bien privées que publiques, sont carrément illégales : «Par exemple, à Schiffange, la caméra d'une école filme une aire de jeux, mais aussi le terrain du voisin. C'est illégal.»

Il met en doute l'effet dissuasif des caméras : «On aimerait connaître la différence entre les crimes résolus par la vidéosurveillance et ceux résolus par des policiers, car pour l'instant on n'y croit pas.»

Et puis, «avec la multiplication des caméras, les policiers n'ont plus la possibilité de tout analyser. Ils manquent de personnel. Et même si le gouvernement ne le dit pas encore, la prochaine étape logique sera de remplacer le personnel par des ordinateurs.»

C'est possible? «Bien entendu, aux États-Unis, il existe déjà des caméras avec un système de reconnaissance faciale.»

Mais au fait, est-ce légal, cette carte de la vidéosurveillance? Jan se gratte le menton et sourit : «Honnêtement, on ne sait pas. On va voir. Après, je n'ai jamais entendu parler d'un procès pour avoir indiqué l'emplacement d'une caméra que tout le monde peut voir!»

Leur rêve serait-il de voir disparaître toutes les caméras? «Pas forcément. Il existe quelques cas où c'est utile. Par exemple, dans un parking, si quelqu'un tombe dans les pommes, alors que sa voiture fonctionne, ça peut le sauver de l'intoxication...»

Et de nuancer : «C'est vrai, par rapport à d'autres pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, le Luxembourg c'est encore vivable. À Londres, ils ont même mis des mégaphones dans les caméras. Les policiers peuvent te parler si tu jettes ton chewing-gum à côté de la poubelle», relève-t-il dans un éclat de rire.

Mais, plus sérieusement, «la vidéosurveillance est une fausse solution. Il faut plus de policiers, et surtout plus d'efforts d'éducation, pour attaquer le crime à la source, le prévenir plutôt que de simplement le punir.»